

# «78% des Afghans n'ont pas accès à l'eau potable»

Par [Audrey Pelé](#) Publié le 07/10/2011 à 18:44

**INTERVIEW** Dix ans après le début de l'intervention militaire des troupes américaines et alliées en Afghanistan, Guillaume Woehling, chef de mission pour l'ONG Solidarités international, explique que la moitié du pays reste inaccessible à l'aide humanitaire.

**LE FIGARO** - Quelles sont vos missions en Afghanistan depuis le début de l'intervention militaire de l'OTAN ?

**Guillaume Woehling** - Dès 2001, nous avons surtout mis en place des programmes d'urgence. Il s'agissait, par exemple, de trouver des logements pour les populations sinistrées. Puis nous avons ensuite créé des programmes de développement ancré sur le long terme et l'implication des populations. Dans les provinces de Samangan et Bamyan, par exemple, nous formons des fermiers à la culture fourragère et nous leur délivrons des techniques de gestion du bétail. Ce programme participe ainsi à une amélioration de la sécurité alimentaire. A Kaboul, qui doit faire face à un afflux de population qui se retrouve entassée dans des habitations précaires, nous travaillons davantage sur l'accès à l'eau, à l'assainissement et la sensibilisation aux bonnes pratiques hygiéniques.

**Comment la situation a-t-elle évolué ces dix dernières années ?**

Il y a eu des progrès notables au niveau des infrastructures. Des routes, des écoles et des administrations ont été construites. On note également des avancées dans le secteur de l'agriculture. C'est important dans ce pays où la majorité des Afghans sont des paysans. Mais il reste beaucoup de choses à faire en termes de sécurité alimentaire notamment et d'accès à l'eau en zone rurale, mais aussi et surtout à Kaboul. Il y a aussi des efforts à fournir dans le domaine de l'éducation : seule 28% de la population sait lire et écrire.

**Quelles sont les difficultés que vous rencontrez sur le terrain ?**

A Kaboul, la situation sécuritaire s'est dégradée depuis les élections présidentielles de 2009. Tous nos déplacements se font en voiture car il est trop risqué pour nous de marcher dans la rue. Mais dans les provinces où nous intervenons, nos déplacements sont libres et nous pouvons nous rendre sur n'importe quel terrain. Nous évitons toutefois de nous afficher avec des personnalités qui pourraient être visées par des attentats. Il n'est également pas toujours facile de faire accepter nos programmes aux populations. Certaines personnes ne voient pas l'intérêt de s'impliquer à long terme quand d'autres sont désabusées par la situation de leur pays et ne croient plus à un réel changement.

## **Quelle est la situation humanitaire dans votre champ d'intervention ?**

Actuellement, l'Afghanistan est frappé par une sécheresse qui affecte les populations. Conséquence de cette aridité: beaucoup de gens ont perdu leurs récoltes et ils ont faim. Le prix du blé a aussi augmenté, ce qui n'arrange rien. Certains puits sont maintenant à sec et cela aggrave la situation. Déjà 78% de la population afghane n'a pas accès à l'eau potable. Le pays connaît également des problèmes en matière d'hygiène et d'assainissement. Bien sûr, l'Afghanistan rencontre aussi des soucis de sécurité et les civils payent le prix fort quand a lieu un attentat. Il faut ajouter qu'aujourd'hui, à cause des talibans, près de la moitié du territoire afghan n'est pas accessible à l'aide humanitaire.

## **Comment appréhendez-vous le retrait programmé des forces internationales en Afghanistan ?**

La situation sécuritaire risque de se dégrader encore plus fortement, jusqu'à causer une crise humanitaire qui nécessiterait alors de nouvelles interventions d'urgence auprès des populations. Mais quelle que soit le résultat de ce retrait, nous sommes sûrs de rester pour continuer à travailler [comme nous le faisons depuis trente et un ans dans ce pays](#), même sous le précédent régime des talibans. Nous allons poursuivre nos programmes de développement à Kaboul et dans les autres provinces afghanes. Il reste beaucoup à faire. On estime notamment qu'1,3 millions de personnes touchées par la sécheresse vont avoir besoin d'une assistance alimentaire dans le nord du pays dans les mois prochains.

*Un collectif de 15 ONG françaises travaillant en Afghanistan, dont Solidarités international, s'est rassemblé vendredi place du Palais Royal à Paris. Elles appellent les autorités à prendre, lors de la Conférence de Bonn le 5 décembre prochain, des mesures d'engagement concrètes en faveur des aspirations des Afghans pour la liberté, la paix, et la justice*